



Il souhaiterait connaître aussitôt que possible la position que prend la Safer sur cette opération au regard de son droit de préemption.

Mail pour l'envoi de la facture acquittée :

Montant de l'opération :

Fait à _____ le _____

SIGNATURE ET CACHET DU DECLARANT :

☐ La Safer atteste avoir été régulièrement informée d'une cession entrant dans le champ d'application de son droit de préemption et vous informe qu'après examen de cette déclaration, elle n'entendait pas exercer son droit de préemption institué par les articles L 141-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime et vous le confirme par les présentes.

SIGNATURE ET CACHET DE LA SAFER

Cette réponse de la Safer ne préjuge pas de la situation de cette opération au regard du contrôle administratif institué par les articles L 333-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime.